

**Le problème des travaux
publics, nationaux et inter-
nationaux, à la Conférence
de Londres**

*Esquisse pour une déclaration de la Délégation
Portugaise sur le projet des travaux
publics internationaux (1)*

Ce projet suppose la création de nouveaux organes qui nous semblent inutiles, et, d'autre part, une nouvelle mobilisation du crédit pour les fins en vue nous semble dangereuse, car on pourrait de la sorte augmenter l'endettement excessif de certains pays, phénomène dont nous nous occupons justement pour le combattre. Nous accompagnons en cela le point de vue exprimé par la Délégation Italienne.

Quant aux plans de travaux publics nationaux, l'idée, dans son ensemble, nous est sympathique, mais d'accord, en cela aussi, avec la Délégation Italienne, il ne s'agit pas d'une panacée, mais bien d'un remède qui doit être appliqué à la dose exacte, c'est-à-dire, en rapport avec la reproductivité réelle des travaux entrepris.

Une livre sterling de plus, pour les travaux publics, si elle vient du budget ordinaire, c'est une livre en plus de *déficit*, ou une livre en plus d'impôt. Si elle vient d'un emprunt malsain, c'est une livre d'inflation.

Si cette livre sterling s'applique à une fin reproductive, elle ira augmenter encore la surproduction, ce qui est un mal.

(1) L'occasion de faire cette déclaration ne s'est pas présentée.

Il faut que cette livre sterling aille augmenter, non la production générale, mais précisément ces branches de la production qu'il faut augmenter, par une politique d'ensemble, organique, visant à équilibrer relativement les pièces dérégées du mécanisme économique.

Nous nous méfions des formules trop générales, comme les travaux publics, l'élévation des prix, etc.

Nous insistons toujours sur ce qu'il ne faut pas élever tous les prix, mais seulement certains prix par rapport aux autres. Pour les travaux publics, nous défendons aussi une formule restrictive, préconisant seulement la réalisation de ceux qui ont une reproductivité assurée, et qui peuvent aider à rétablir certains déséquilibres économiques, qui sont le fait de la crise.

En somme, le nombre des travaux publics vraiment utiles nous semble très limité; car il y aurait toujours à discuter si un certain capital à employer dans un certain travail public ne serait pas mieux employé à activer la production de telle partie de l'industrie qui présente un retard relatif.

Notre conclusion serait: nous ne voyons rien à faire, dans la question des travaux publics internationaux; par contre, il y aurait quelque chose à faire, mais avec modestie, et non comme une panacée, dans le chapitre des travaux publics nationaux.

Londres, Juillet 1933.

**L'orientation générale de
la Conférence de Londres
et la crise économique
mondiale**